

CAMPAGNE 2000 METTONS FIN À LA PAUVRETÉ DES ENFANTS ET DES FAMILLES

COMMUNIQUÉ

LE 21 NOVEMBRE 2017

Le rapport 2017 lance un appel au leadership fédéral pour remédier à la pauvreté au Canada

OTTAWA – En ce 150^e anniversaire de la Confédération, le gouvernement fédéral doit profiter de l'occasion pour ouvrir une nouvelle ère exempte de pauvreté, d'après le rapport 2017 sur la pauvreté des enfants et des familles de Campagne 2000. Ce rapport recommande que la première Stratégie canadienne de réduction de la pauvreté mette de l'avant un nouveau contrat social qui répond aux besoins des familles d'aujourd'hui et qui les sort de la pauvreté.

« Alors que la première Stratégie canadienne de réduction de la pauvreté se pointe à l'horizon, le gouvernement doit s'engager à neutraliser les effets de nombreux budgets d'austérité et à accorder enfin la priorité à la prévention et à l'éradication de la pauvreté au Canada, a affirmé Anita Khanna, coordonnatrice nationale de Campagne 2000. Comme 1,2 million d'enfants et de familles vivent dans la pauvreté, il est évident que le filet de sécurité sociale ne soutient pas suffisamment les familles qui n'ont pas le choix de cumuler des emplois précaires, qui n'ont pas les moyens de se payer un logement et des services de garde de qualité et qui ont de la difficulté à remplir les boîtes à lunch de leurs enfants. »

« Des données récentes montrent que les enfants autochtones, racialisés, issus de familles monoparentales ayant à leur tête une femme ou handicapés sont plus nombreux à vivre dans la pauvreté, a-t-elle ajouté. Le gouvernement fédéral s'est engagé à réduire la pauvreté, mais jusqu'où ira-t-il? La Stratégie de réduction de la pauvreté est une occasion en or de transformer complètement le filet de sécurité sociale afin de soutenir les familles et d'éliminer la pauvreté. »

« Remédier à la pauvreté nécessite un leadership fédéral fort qui établit des normes pancanadiennes pour assurer un soutien du revenu suffisant et un accès aux services essentiels, a déclaré Sid Frankel, professeur en travail social à l'Université du Manitoba. Le gouvernement fédéral verse du financement aux provinces et aux territoires, par l'intermédiaire du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, pour leurs programmes d'aide au revenu et leurs services sociaux. Malgré tout, ces programmes laissent la grande majorité des enfants et des familles dans la pauvreté au Canada. Comme 450 000 enfants viennent de familles touchant de l'aide sociale, il est nécessaire que le gouvernement fédéral établisse des normes applicables pour enrayer la pauvreté, mais aussi qu'il donne l'exemple. »

Le rapport national 2017, intitulé *A Poverty-Free Canada Requires Federal Leadership*, donne un aperçu de l'ampleur de la pauvreté des enfants et des familles, décrit comment la pauvreté nuit au développement et au potentiel des enfants, et propose des solutions stratégiques pratiques. Dans son rapport, Campagne 2000 reconnaît les mesures que le gouvernement a prises jusqu'à maintenant pour améliorer la sécurité du revenu et anticipe le dévoilement de la Stratégie nationale sur le logement.

Les mesures prises à l'égard de la sécurité du revenu comprennent l'instauration de l'allocation canadienne pour enfants, l'annonce récente concernant son indexation à partir de 2018 et l'augmentation du financement de la prestation fiscale pour le revenu de travail. Les prochaines étapes cruciales incluent l'amélioration des occasions d'emploi et de l'accès aux services de santé, la correction de l'inégalité des revenus et la promotion de l'accès à des logements et à des services de garde abordables et de qualité.

« L'allocation canadienne pour enfants offre aux familles un soutien du revenu indispensable pour qu'elles puissent acheter des aliments sains et d'autres produits de première nécessité, a indiqué Laurel Rothman, membre du comité directeur de Campagne 2000. De l'aide au revenu et des services sont nécessaires pour que la Stratégie de réduction de la pauvreté réussisse à sortir les familles de la pauvreté. Les mères ont besoin de services de garde réglementés, accessibles et de qualité pour suivre des programmes de formation qui amélioreront leurs perspectives d'emploi. Après avoir trouvé du travail décent, elles ont encore besoin de ces services de services de garde pour conserver leur emploi et subvenir aux besoins de leur famille. Campagne 2000 a toujours milité pour un programme universel de garderies afin de favoriser le développement de l'enfant et de permettre aux parents, mais surtout aux mères, de participer au marché du travail et d'échapper à la pauvreté. »

(Suite à la page suivante)

Campagne 2000 dévoile son rapport 2017 la même journée que les sept rapports provinciaux produits par ses partenaires en Colombie-Britannique, en Saskatchewan, au Manitoba, en Ontario, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard. « Manifestement, l'éradication de la pauvreté est une priorité à la grandeur du pays, a mentionné Mme Khanna. Après des décennies de recherche et d'élaboration de solutions stratégiques, nous avons besoin de mesures fédérales encadrées par des cibles et des échéances dans l'immédiat. Nous recommandons que le budget 2018 finance une stratégie globale de réduction de la pauvreté pour traduire la priorité que le gouvernement accorde à la réduction de la pauvreté. »

Family Service Toronto coordonne Campagne 2000, un réseau pancanadien et non partisan de 120 organismes partenaires communautaires, provinciaux et nationaux qui luttent pour mettre fin à la pauvreté des enfants et des familles. Pour consulter tous les rapports 2017 de Campagne 2000, visitez le site <http://www.campaign2000.ca>.

-30-

Personnes-ressources pour le rapport national (anglais et français)

Anita Khanna, Campagne 2000, 416-788-3439

Liyu Guo, Campagne 2000, 416-595-9230, poste 244 ou 416-624-1885

Hélène C. Ménard, Centre d'éducation financière, 416-788-3439 ou 416-624-1885

Personnes-ressources pour les rapports provinciaux

Colombie-Britannique – Adrienne Montani, First Call: BC Child and Youth Advocacy Coalition, 604-709-6970,

info@firstcallbc.org

Saskatchewan – Miguel Sanchez ou Garson Hunter, unité de recherche sur les politiques sociales, Université de Regina, 306-585-4848

Manitoba – Sid Frankel, a/s de Sheldon Appelle, Winnipeg Harvest, 204-982-3584 ou 204-229-9660

Ontario – Jessica Mustachi, Campagne 2000 Ontario, 416-595-9230, poste 241, JessicaMu@familyservicetoronto.org

Nouveau-Brunswick – Randy Hatfield, Saint John Human Development Council, 506-645-1145, randy@sjhdc.ca

Nouvelle-Écosse – Christine Saulnier, bureau de la Nouvelle-Écosse, Centre canadien de politiques alternatives, 902-240-0926

Île-du-Prince-Édouard – Mary Boyd, Coalition pour une stratégie d'éradication de la pauvreté à l'Île-du-Prince-Édouard, 902-892-9074 ou 902-388-2693

CONTEXTE

Principales conclusions du rapport national 2017, *A Poverty-Free Canada Requires Federal Leadership*.

De 1989 à aujourd'hui, la pauvreté des enfants est passée de 15,8 % à 17,4 %. En tout, 37,9 % des membres des Premières Nations vivent dans la pauvreté.

La pauvreté défavorise les enfants issus de familles monoparentales ayant une femme à leur tête, racialisés, immigrants, autochtones ou handicapés. Un enfant racialisé sur quatre, un enfant immigrant sur trois et deux enfants issus de familles monoparentales ayant une femme à leur tête sur cinq sont pauvres, ce qui occasionne des inégalités sociales et économiques persistantes.

Les enfants de moins de six ans affichent le taux de pauvreté le plus élevé (18,8 % à l'échelle nationale, mais 43,9 % au Nunavut).

Il est possible d'améliorer encore davantage l'allocation canadienne pour enfants pour qu'elle atteigne son objectif de réduction de la pauvreté. Il faut élargir l'accès à l'allocation canadienne pour enfants aux enfants des familles marginalisées qui affichent un taux élevé de pauvreté, y compris les enfants qui vivent dans une réserve ou dont les parents portent en appel le rejet de leur demande de statut de réfugié.

De plus en plus de familles sont sans abri. Les familles passent deux fois plus de temps dans des refuges que les particuliers, et 89 % des familles hébergées dans les refuges sont dirigées par une femme.

Le Canada a besoin d'emplois de qualité et de salaires décents : Le gouvernement fédéral devrait montrer l'exemple en instaurant un salaire minimum de 15 \$ l'heure pour les travailleurs des secteurs sous sa réglementation.

Le Canada n'a toujours pas de programme national de garderies. Le nombre de places en garderies réglementées permet seulement d'accueillir 25 % des enfants de zéro à cinq ans.

Un enfant canadien sur six souffre d'insécurité alimentaire, c'est-à-dire qu'il n'a pas accès à des aliments adéquats, salubres, nutritifs et de qualité à cause de contraintes financières.

Les paiements de transfert gouvernementaux préviennent la pauvreté : 745 000 enfants de plus vivraient dans la pauvreté sans eux.



FAMILY SERVICE TORONTO

For People. For Change.